

# HABITAT & COLLECTIVITES LOCALES N°7

## Informations du 13 au 23 mai 2006



### JOURNAL OFFICIEL du 13 au 23 mai 2006

#### Conditions générales d'attribution de l'aide personnalisée au logement

Décret n° 2006-569 du 17 mai 2006 modifiant le code de la construction et de l'habitation et relatif aux conventions conclues en application de l'article L. 351-2 du code de la construction et de l'habitation

J.O n° 117 du 20 mai 2006 page 7449 - texte n° 9 - NOR: SOCU0512523D

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=SOCU0512523D>

#### Informations complémentaires

Code de la construction et de l'habitation (partie législative)

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnCode?commun=&code=CCONSTR.L.rcv>

Code de la construction et de l'habitation (partie réglementaire)

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnCode?commun=&code=CCONSTR.R.rcv>

#### Sociétés anonymes d'habitations à loyer modéré - Renouvellement d'agrément

Pour une lecture complète des 11 arrêtés du JO de ce jour :

Cliquez: <http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/RechercheSimpleJorf.jsp>

Indiquez la date de publication "20 mai 2006"

Allez à la fenêtre "Recherche par" et cochez "des mots du texte depuis 1990"

Collez les mots "société anonyme habitations loyer modéré"

#### Aptitude à l'usage des produits de construction

Aciers de construction, dispositifs antibruit routiers, appareils d'appui structuraux en élastomère, feuilles d'étanchéité de toiture plastiques et élastomères, stratifiés décoratifs haute pression, boulons de construction métallique, lavabos collectifs

Pour une lecture complète des 7 arrêtés et 7 avis du JO de ce jour :

Cliquez: <http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/RechercheSimpleJorf.jsp>

Indiquez la date de publication "16 mai 2006"

Allez à la fenêtre "Recherche par" et cochez "des mots du texte depuis 1990"

Collez les mots "produits construction"

#### Aptitude à l'usage des produits de construction

Aciers de construction, dispositifs antibruit routiers, appareils d'appui structuraux en élastomère, feuilles d'étanchéité de toiture plastiques et élastomères, stratifiés décoratifs haute pression, boulons de construction métallique, lavabos collectifs

Pour une lecture complète des 5 arrêtés et 5 avis du JO de ce jour :

Cliquez: <http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/RechercheSimpleJorf.jsp>

Indiquez la date de publication "17 mai 2006"

Allez à la fenêtre "Recherche par" et cochez "des mots du texte depuis 1990"

Collez les mots "produits construction"

#### Systèmes fixes de lutte contre l'incendie

Arrêté du 24 avril 2006 portant application à certains systèmes fixes de lutte contre l'incendie du décret n° 92-647 du 8 juillet 1992 modifié concernant l'aptitude à l'usage des produits de construction

J.O n° 113 du 16 mai 2006 page 7160 - texte n° 22 - NOR: EQUG0600993A

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=EQUG0600993A>

#### Informations complémentaires

Décret no 92-647 du 8 juillet 1992 concernant l'aptitude à l'usage des produits de construction

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=EQUE9200014D>

## JOURNAL OFFICIEL (suite)

### Accessibilité des personnes handicapées aux ERP et habitations

Décret n° 2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation et modifiant le code de la construction et de l'habitation

J.O n° 115 du 18 mai 2006 page 7308 - texte n° 17 - NOR: SOCU0611041D

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=SOCU0611041D>

#### Informations complémentaires

Code de la construction et de l'habitation (partie réglementaire)

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnCode?commun=&code=CCONSTRR.rcv>

### Accessibilité des personnes handicapées aux habitations - Caractéristiques techniques

Arrêté du 17 mai 2006 relatif aux caractéristiques techniques relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées lors de la construction et de l'aménagement des bâtiments d'habitation

J.O n° 115 du 18 mai 2006 page 7315 - texte n° 19 - NOR: SOCU0611042A

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=SOCU0611042A>

### Accessibilité des personnes handicapées aux ERP - Caractéristiques techniques

Arrêté du 17 mai 2006 relatif aux caractéristiques techniques relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées lors de la construction ou de la création d'établissements recevant du public ou d'installations ouvertes au public

J.O n° 115 du 18 mai 2006 page 7316 - texte n° 20 - NOR: SOCU0611043A

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=SOCU0611043A>

### Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural

Arrêté du 20 avril 2006 modifiant l'arrêté du 16 mai 1962 portant application du décret n° 61-610 du 14 juin 1961 relatif aux sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural

J.O n° 113 du 16 mai 2006 page 7179 - texte n° 36 - NOR: AGRF0600872A

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=AGRF0600872A>

#### Informations complémentaires

Arrêté du 16 mai 1962 modifié

[http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnDocument?base=LEX\\_SIMPLE\\_AV90&nod=1AX9620613P10](http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnDocument?base=LEX_SIMPLE_AV90&nod=1AX9620613P10)

## PARLEMENT

### Engagement national pour le logement

La Commission des affaires économiques a adopté un amendement rétablissant la rédaction de l'article qui avait été adoptée par l'Assemblée nationale en première lecture, et prévoyant la prise en compte, pendant 5 ans, au titre de l'article 55 de la loi « SRU », des logements construits dans le cadre d'opérations d'accession sociale à la propriété...

Assemblée Nationale - Examen du texte par la commission des affaires économiques

[http://www.assemblee-nationale.fr/12/dossiers/engagement\\_national\\_logement.asp](http://www.assemblee-nationale.fr/12/dossiers/engagement_national_logement.asp)

## CIRCULAIRES

### Garanties d'emprunts accordées par les collectivités territoriales et leurs groupements

Par un arrêt du 20 décembre 2005 « Préfet de la Réunion c/Commune de La Possession », la Cour Administrative d'Appel de Bordeaux a pris position sur l'interprétation des articles L. 2252-1 et L. 2252-2 du code général des collectivités territoriales relatifs aux conditions dans lesquelles les communes peuvent accorder aux personnes de droit privé une garantie d'emprunt ou un cautionnement. Cet arrêt remet en cause la doctrine adoptée par les services de l'Etat, ces dernières années, en ce qui concerne le mode de calcul de deux des trois ratios prudentiels opposables aux collectivités territoriales qui accordent leur garantie aux emprunts contractés par des personnes privées. En effet, il exclut désormais la prise en compte, pour ce calcul, des garanties accordées pour les opérations de logement social...

B.O Ministère Intérieur - Circulaire - 2006-04-26 - NOR: INTB0600041C

[http://www.interieur.gouv.fr/rubriques/b/b5\\_lois\\_decrets/06-00041](http://www.interieur.gouv.fr/rubriques/b/b5_lois_decrets/06-00041)

#### Informations complémentaires

Code général des collectivités territoriales (partie législative)

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnCode?code=CGCTERRL.rcv>

Cour Administrative d'Appel de Bordeaux - 2005-12-20

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnDocument?base=JADE&nod=J3XCX2005X12X000000202279>

## JURISPRUDENCE

### Urbanisme

**En adoptant des mesures destinées à retarder la réalisation du projet d'intérêt général, la commune a entaché les délibérations litigieuses de détournement de pouvoir**

Si la commune soutient sans être contredite que les parcelles en cause n'étaient pas comprises dans le périmètre des terrains visés par la déclaration d'utilité publique, il est constant qu'à la date des délibérations litigieuses, l'enquête parcellaire, dont le conseil municipal avait eu connaissance, laissait apparaître que les parcelles en cause étaient susceptibles d'être déclarées cessibles, nonobstant leur exclusion du tracé initialement retenu par le projet objet de la déclaration d'utilité publique. Dès lors, le conseil municipal, en décidant, au cours de l'année 2002, d'acquérir ces parcelles, au demeurant sans indiquer précisément le motif de telles acquisitions, ni le but d'intérêt communal poursuivi, pour s'opposer à l'acquisition au profit de Réseau Ferré de France de parcelles qui n'étaient pas inscrites dans la déclaration d'utilité publique, n'a pu avoir pour but que de contrarier la procédure d'expropriation...

CAA de Nancy N° 03NC00279 - 2006-04-13

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnDocument?base=JADE&nod=J5XCX2006X04X000000300279>

## REPONSES MINISTERIELLES

### Protection du patrimoine architectural et développement des panneaux photovoltaïques

Dans le cas où l'installation de panneaux photovoltaïques est envisagée sur un bâtiment existant dans un site inscrit, classé et aux abords d'un monument historique, le recours à des spécialistes du patrimoine est juridiquement encadré. L'architecte des bâtiments de France (ABF) émet un avis conforme si le bâtiment concerné se situe dans le périmètre des 500 mètres d'un monument historique et qu'il est en covisibilité de ce monument (articles R. 341-9 du code de l'environnement et L. 621-31 du code du patrimoine). En site inscrit, l'ABF émet un avis simple en cas de travaux et un avis conforme en cas de projet de démolition. Des réflexions actuellement menées avec d'autres ministères, dont celui de la culture pourraient prendre la forme d'une circulaire qui s'accompagnerait d'un guide précisant des méthodes et des solutions techniques permettant de concilier protection des sites et développement de cette énergie...

Assemblée Nationale - 2006-05-09 - Réponse Ministérielle N° 79063

<http://questions.assemblee-nationale.fr/q12/12-79063QE.htm>

### Biens vacants sans maître

La situation de l'immeuble est constatée, après avis de la commission communale des impôts directs, par un arrêté du maire. Ce dernier doit publier et afficher cet acte et le notifier au représentant de l'État dans le département. Ultérieurement, si le propriétaire ne s'est pas fait connaître, l'immeuble est présumé sans maître et la commune peut, par délibération du conseil municipal, l'incorporer dans le domaine communal...

Assemblée Nationale - 2006-05-09 - Réponse Ministérielle N° 82471

<http://questions.assemblee-nationale.fr/q12/12-82471QE.htm>

## REVUE DU WEB

### Opposabilité du droit au logement.

"Pour aller plus loin, pourquoi ne pas permettre aux collectivités locales volontaires d'expérimenter les conditions de mise en œuvre du droit au logement opposable ? C'est ce que préconise le Haut-comité pour le logement des personnes défavorisées dans son dernier rapport. J'y suis pour ma part favorable et je recevrai prochainement le Haut comité pour discuter avec lui de cette question."...

Premier ministre - [Conseil national de lutte contre la pauvreté et l'exclusion](#) - 2006-05-12

>> [http://www.premier-ministre.gouv.fr/acteurs/interventions-premier-ministre\\_9/discours\\_498/allocution-premier-ministre-conseil\\_55936.html](http://www.premier-ministre.gouv.fr/acteurs/interventions-premier-ministre_9/discours_498/allocution-premier-ministre-conseil_55936.html)

### Le programme de Rénovation Urbaine s'amplifie

Jean-Louis Borloo et Philippe Van de Maele (Dg de l'Anru) ont signé hier deux accords qui permettent de renforcer et d'amplifier le Programme national de rénovation urbaine du Plan de cohésion sociale. Au total, 30 milliards d'euros seront investis dans les quartiers d'ici 2013. Les partenaires sociaux (regroupés au sein de l'UESL)s'engagent à intensifier leur participation de financement à hauteur de 5 Milliards d'€. L'autre accord, avec la Banque européenne d'investissements et Dexia, porte sur une aide de 500 millions d'€ destinées aux collectivités territoriales...

Ministère Cohésion sociale - [Document complet](#) - 2006-05-23

>> <http://www.cohesionsociale.gouv.fr/presse/dossiers-presse/programme-renovation-urbaine-amplifie-les-partenaires-engagent-encore-plus-894.html>

## REVUE DU WEB (suite)

### Où vit-on le mieux en France? Le palmarès 2006 des départements heureux

Logement, éducation, santé, environnement... L'enquête menée par L'Express, à partir de 42 critères, révèle la diversité de la France d'aujourd'hui...

L'Express - 2006-05-11

<http://www.lexpress.fr/info/france/dossier/departement/dossier.asp?ida=438170>

### Les Sem et la méthode HQE aménagement

Quatre Sem ont été retenues par l'association HQE à la suite d'un appel à candidature d'aménageurs lancé afin de tester la méthode HQE aménagement dans le cadre d'opérations de courte durée...

Fédération Nationale de SEM - [Texte complet](#) - 2006-05-

### Effinergie, label des constructions basse énergie

Effinergie, vient de voir le jour. Ses membres fondateurs sont des professionnels du bâtiment (CSTB), de la finance (Caisse des dépôts et Banque Populaire), de la formation (CEFIM), des associations régionales de promotion de la maîtrise de l'énergie (AJENA, RAEE), le collectif Isolons la Terre, mais aussi des régions (Franche-Comté, Alsace et Languedoc-Roussillon)...

Comité de Liaison Energies Renouvelables - CLER - Mai 2006

[http://www.cler.org/info/article.php3?id\\_article=3243](http://www.cler.org/info/article.php3?id_article=3243)

### Les Ministères de l'Agriculture et de l'Écologie, l'ADEME, l'IRD et l'INRA renforcent leur collaboration sur les sols

Reconduction du GIS Sol (Groupement d'Intérêt Scientifique Sol) dont l'objectif est de constituer et gérer le Système d'information sur les sols de France et sur l'évolution de leurs qualités...

IFEN - Mai 2006

[http://www.ifen.fr/actualite/presse/PDF/communiqu%C3%A9\\_Gissol.pdf](http://www.ifen.fr/actualite/presse/PDF/communiqu%C3%A9_Gissol.pdf)

### L'information sur l'occupation du sol en accès libre

L'Institut français de l'environnement (Ifen) offre tous les produits de la base de données géographique CORINE (coordination de l'information sur l'environnement) Land Cover, en accès libre à partir de son site...

IFEN - Mai 2006

<http://www.ifen.fr/donIndic/Donnees/corine/produits.htm>

**Informations signalées et commentées par Guy Lemée <http://www.inventaires.fr> via la liste de diffusion (accès libre et gratuit) : <http://fr.groups.yahoo.com/group/logementssozialeconomielocale/>**

---

Ce bulletin d'informations est édité en collaboration avec ACRD, société editrice d'**IDVO** - Veille juridique et documentaire des Collectivités territoriales ([IDVO/"Informations légales"](#))

La diffusion de ce bulletin d'informations reste couverte par les droits du copyright.

Pour toute information complémentaire, merci de contacter Guy Lemée, Directeur du cabinet *Inventaires* (<http://www.inventaires.fr>) à l'adresse courriel : [contact@inventaires.fr](mailto:contact@inventaires.fr)

© 2008 *Inventaires* - Tous droits réservés